

# capacités d'assimilation sont saturées ! »

Le député LR des Alpes-Maritimes accuse le chef de l'État de ne pas s'attaquer aux « causes » de l'islam politique en France.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
EMMANUEL GALIERO [egallero@lefigaro.fr](mailto:egallero@lefigaro.fr)

LE FIGARO. - Emmanuel Macron se montre à l'offensive sur le dossier de l'immigration. Est-ce un bon signe ? Éric CIOTTI. - Depuis deux ans et demi Emmanuel Macron a laissé exploser l'immigration dans notre pays par son inaction. À la veille d'échéances électorales, il semble s'en rendre compte. Une nouvelle fois, comme pour les retraites, cela relève-t-il de la simple posture de communication ? En tout cas, notre pays n'a pas besoin de paroles mais d'actes concrets et forts. Je suis très sceptique sur sa réelle volonté. On entendait la même chose au moment de la loi Collomb sur l'asile et l'immigration, qui s'est révélée un tigre de papier ! Hélas, je n'attends pas grand-chose non plus d'un débat parlementaire où rien ne se décidera puisqu'il n'y aura pas de vote.



Éric Clotti, député des Alpes-Maritimes.  
S. SORIANO/LE FIGARO

Quel bilan faites-vous de la politique migratoire menée depuis deux ans ? Je porte un regard sévère mais malheureusement lucide sur cette politique inquiétante pour la France. À ce rythme, en cinq ans Emmanuel Macron aura laissé entrer deux millions d'immigrés légaux dans notre pays. C'est une pure folie. Nos capacités d'assimilation sont saturées ! Et les Français refusent que leur pays change de nature.

« À ce rythme, en cinq ans, Emmanuel Macron aura laissé entrer deux millions d'immigrés légaux dans notre pays »

ÉRIC CIOTTI, SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE MÈNEE DEPUIS DEUX ANS

Comment peuvent-ils accepter que la délinquance le dispute au sordide, ou que l'État dépense des millions en hôtels pour clandestins alors que des Français n'arrivent pas à se loger ? Nous avons battu tous les records d'accueil avec 262 000 titres de séjour délivrés l'an dernier, auxquels s'ajoutent 122 000 demandeurs d'asile et plusieurs dizaines de milliers de mineurs non accompagnés. Cela coûte des millions d'euros aux départements alors que c'est à l'État d'assurer cette mission. Je m'étonne d'ailleurs qu'il n'y ait aucune action diplomatique pour demander à des pays comme la Côte d'Ivoire ou la Tunisie d'assurer la protection de leurs enfants supposés isolés.

Le nombre d'arrivées de réfugiés en Europe serait à son plus bas niveau depuis cinq ans... Cela baisse en Europe mais augmente en France : cherchez l'erreur ! Nous

sommes le 2<sup>e</sup> des pays européens qui accueillent le plus de demandeurs d'asile. La France a une politique à contre-courant de ses voisins. Si les chiffres baissent en Europe, c'est grâce à la politique de fermeté de l'Italie et parce que la route des Balkans est mieux protégée par les Turcs. Macron devrait s'en inspirer ! Je dénonce son hypocrisie et sa fausse générosité lorsqu'il accueille 150 migrants de l'Open Arms dans nos villes alors qu'il refuse que ce même bateau accoste en France. Moi, je ne veux pas que Nice ou Marseille deviennent de nouveaux Lampedusa.

Quelle solution proposez-vous sur l'asile ?

L'UE doit assurer seule les missions de secours des êtres humains exploités par les négriers des temps modernes. Les demandes d'asile doivent être faites dans les pays d'origine et il faut expulser systématiquement les déboutés du droit d'asile. Tout étranger condamné a vocation à être expulsé. L'efficacité serait d'imposer des quotas migratoires votés au Parlement. J'estime que la fraude sociale est insupportable car elle trahit le pacte social.

Avant l'été, Macron avait évoqué la protection de la laïcité contre l'islam politique. Attendez-vous des annonces ?

Pour Macron, le slogan remplace trop souvent l'action concrète. Par peur de représailles politiques, il ne s'attaque pas aux causes de l'islamisme. Les Français ont pris conscience des dangers de l'islam politique depuis longtemps et ils veulent des actes. Je refuse qu'on nous impose un mode de vie qui n'est pas le nôtre. Il faut enfin dissoudre les organisations islamistes qui alimentent cette idéologie mortifère à l'origine du terrorisme. ■



Évacuation, mardi, du camp de migrants de Grande-Synthe, dans le Nord. En métropole.

## D'aides en allocations diverses l'immigration en France resse

JEAN-MARC LECLERC [@leclercjm](https://twitter.com/leclercjm)

LA PERSPECTIVE des élections municipales réveille l'exigence de réponses intelligibles sur la question de l'immigration irrégulière. Emmanuel Macron avait déjà affiché sa fermeté il y a deux ans tout juste, se voulant « intraitable » sur les reconduites. Mais, avec à peine plus de 15 % de taux de retour effectif dans leur pays d'origine des quelque 100 000 clandestins soumis à une obligation de quitter le territoire, il n'a pas fait mieux que ses prédécesseurs. Implacable réalité internationale qui veut qu'un migrant ne puisse être renvoyé sans l'accord de son pays d'origine.

Le flux migratoire prend désormais en France la forme d'une immigration de rebond depuis l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, l'Espagne. Ce qui nourrit les peurs et favorise les extrêmes.

Si la France échoue à renvoyer les étrangers qu'elle juge indésirables, peut-être doit-elle s'évertuer à devenir moins attractive, se demandent nos élites. Bercy, pour sa part, regarde les comptes. Les

perspectives ne sont guère réjouissantes. Le poids de l'immigration pour les finances du pays atteint un tel niveau qu'il obère l'efficacité de bien des réformes visant à assainir les comptes publics. À quoi sert de réformer si ce qui rentre dans une poche sort aussitôt par une autre ?

Pour l'année 2014, la Cour des comptes avait mis en garde l'État, estimant alors le coût de l'asile à 1 milliard d'euros par an pour les demandeurs et à 1 milliard d'euros supplémentaires pour les déboutés, qui restent malgré tout, pour l'essentiel, sur le territoire national. C'était à une époque où le « pays des droits de l'homme » accueillait 65 000 demandeurs d'asile en un an. Ils sont aujourd'hui le double chaque année.

Un récent rapport des députés Jean-Noël Barrot (MoDem) et Alexandre Holroyd (LREM) a révélé qu'en décembre 2018 le seuil des 100 000 ménages bénéficiaires de l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA) avait été franchi. Ce seul poste frôle le demi-milliard d'euros par an dans le budget de l'État.

Le cas des mineurs isolés étrangers, pudiquement rebaptisés mineurs non ac-

## L'Italie attend cette fois des gestes concrets

VALÉRIE SEGOND [@ValSegond](https://twitter.com/ValSegond)  
A ROME

ALORS qu'Emmanuel Macron est le premier président d'un pays européen à rendre visite au nouveau gouvernement de Giuseppe Conte à Rome, les Italiens regarderont avec intérêt jusqu'où la France sera prête à se montrer solidaire de l'Italie. « Gare à ne pas arriver une fois de plus les mains vides, avec des envolées lyriques sur l'amitié éternelle entre la France et l'Italie », dit Jean-Pierre Darnis, professeur à l'université Côte d'Azur et conseiller scientifique à l'Istituto Affari Internazionali à Rome, résumant un sentiment très partagé en Italie. Car l'Italie a reçu trop de bons sentiments et pas assez de gestes concrets de solidarité. »

« Depuis 2013, les Français ont été alertés par tous les gouvernements italiens sur les risques à laisser l'Italie gérer seule le problème, reprend le professeur. Or la

France s'est trop longtemps contentée d'envoyer des ministres avec des éléments de langage, sans réponse concrète. Ce qui a nourri la rhétorique xénophobe, dont le sentiment anti-français. »

Cette fois, Giuseppe Conte espère pouvoir profiter de la prise de conscience des membres de l'UE pour obtenir, par le dialogue, des réponses concrètes à ses problèmes réels. Ce n'est qu'ainsi qu'il espère combattre Matteo Salvini, déjà parti en campagne. En recevant ce soir le président français à un dîner de travail au Palazzo Chigi, il lui présentera des demandes précises en matière de gestion des flux migratoires, en particulier sur des points litigieux entre les deux pays.

Ils évoqueront le mécanisme de répartition des migrants sauvés en mer par les bateaux humanitaires dans les pays volontaires, qui devra être automatique et préalable à leur arrivée en Italie. La France et l'Allemagne ont toutes deux accepté

d'en prendre un quart. Le mécanisme sera affiné lors du mini-sommet de Malte le 23 septembre prochain, autour des pays volontaires.

Mais Giuseppe Conte formulera deux autres demandes : d'abord, que la France accueille non seulement les réfugiés, mais aussi les migrants économiques, sans distinction de statut. Confié aux pays de première arrivée par la Convention de Dublin, le tri est trop lourd à gérer, estime Rome. Or, à ce jour, contrairement à l'Allemagne, qui accueille aussi les migrants économiques, la France s'y est toujours refusée.

« Trouver un équilibre entre la responsabilité et la solidarité »

C'est pourquoi Conte entend aussi demander à Macron qu'il y ait sur la Méditerranée une rotation des ports de débarquement, avec les ports français, espagnols et croates. « C'est une demande qui est aussi bien politiquement que symboliquement importante », dit Jean-Pierre Darnis. Lorsqu'elle avait refusé en août 2018 d'accueillir l'Aquarius, quand l'Espagne les avait accueillis à Valence, Salvini avait pointé du doigt Emmanuel Macron sur le thème : « Voilà le donneur de leçons ». »

La France saura-t-elle entendre la demande expresse d'aide de l'Italie ? Pas sûr. Le temps des grandes phrases n'est peut-être pas révolu : « L'organisation des débarquements des migrants sauvés en mer est une matière qui exige de la responsabilité », dit le président français, en précisant qu'il convient de « trouver un équilibre entre la responsabilité et la solidarité ». « En se précipitant à Rome sans rien avoir à lui offrir », dit Jean-Pierre Darnis, Emmanuel Macron risque de nourrir un peu plus la Ligue, qui considère que ce gouvernement n'est qu'un complot de Berlin et de Paris. ■



Giuseppe Conte, premier ministre italien, et Emmanuel Macron lors d'un sommet de l'UE sur les migrations à Bruxelles, le 24 juin 2018. G. VANDEN WIJNGAERT/POOL VIA REUTERS

## La droite s'interroge sur la réali

E. G. ET CHARLES SAPIN [@csappin](https://twitter.com/csappin)

LES DISCOURS et les débats, c'est bien. Les actes, c'est mieux. Cette maxime est largement partagée à droite. À commencer sur les bancs de l'Assemblée nationale où Les Républicains s'interrogent sur la réalité des convictions présidentielles sur le sujet. « On a assisté à ce que l'on pourrait qualifier de vrai numéro de bonimenteur. C'est soit du cynisme, soit de la naïveté », a critiqué Christian Jacob, mardi à l'Assemblée. Il a rappelé qu'aucune « proposition » faite, aucun « amendement » proposé par la droite comme moyen de contrôler l'immigration n'avait été retenu par le gouvernement. Le président du groupe en déduit que les annonces de l'Élysée ne sont qu'une « communication de plus », puisque, selon lui, Emmanuel Macron « sait pertinemment que rien ne bougera là-dessus ».

Au Sénat, le président Gérard Larcher se dit « satisfait » de constater que le chef de l'État prend « enfin conscience de cette question ». « L'opposition n'a eu de cesse de l'alerter sur le sujet. Ses solutions n'ont jamais été reprises en deux ans et demi, mais elle aimerait bien, aujourd'hui, que

cela se traduise enfin par des actes », réclame-t-il.

Attentif aux données de l'immigration, Larcher ne cache pas sa préoccupation sur plusieurs sujets, du nombre de titres de séjour aux régularisations de sans-papiers en passant par la hausse des demandeurs d'asile. Favorable à un débat parlementaire annuel, il souhaite que la politique d'immigration et d'intégration de la France soit fixée selon des indicateurs chiffrés.

« Appel solennel »

Ces constats, Bruno Retailleau, président du groupe LR au Sénat, les partage largement. Mais sa charge contre Macron est plus lourde. « Emmanuel Macron est le grand illusionniste ! À la conférence des ambassadeurs, il a été obligé de reconnaître que la France était désormais le premier pays d'Europe pour les demandes d'asile », souligne le sénateur en comparant une hausse de 22 % sur le territoire, contre une baisse de plus de 16 % en Allemagne. « La loi asile et immigration qu'avait voulue Emmanuel Macron n'a donné aucun résultat. Pire, la situation s'est dégradée. » Transformation de l'AME en aide d'urgence, durcissement